

**XVIII<sup>ème</sup> Conférence des Ambassadeurs**  
**Discours du Premier ministre François FILLON**  
**Paris, 26 août 2010**

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Je suis heureux de vous recevoir pour la quatrième fois à Matignon. Malheureusement c'est la première fois que nous ne pouvons pas le faire dehors. Ceci est dû à la prudence bien connue des collaborateurs du Premier ministre qui ont exagéré les risques de pluie. Je voudrais après le président de la République et avec lui, vous dire à mon tour combien je suis reconnaissant du travail que vous effectuez. Les conflits, les tensions internationales, les catastrophes naturelles ne nous ont pas épargnés : Bagdad, Port-au-Prince, Kaboul, Bichkek, Téhéran, le monde entier si l'on prend le nuage volcanique islandais, cette année vous avez dû encore et vous avez su réagir. Je veux avec Bernard Kouchner et Pierre Lellouche, et avec l'ensemble des membres de mon Gouvernement vous en remercier.

L'universalité et l'efficacité de notre réseau diplomatique sont des atouts majeurs pour permettre à la France de peser et de rayonner. C'est grâce à lui que la France a été présente sur tous les fronts : pour défendre son expérience et son exigence environnementale à Copenhague ; pour faire face à la crise financière grecque ; pour déployer une solidarité exemplaire envers Haïti ; pour venir en appui aux pays menacés par le terrorisme au Sahel ; pour assurer le succès de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération ; pour lutter plus efficacement contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Avec nos partenaires et avec nos alliés, nous avons été à l'initiative face aux grandes crises. En me rendant en Afghanistan au mois de février, j'ai voulu réaffirmer l'engagement de la France aux côtés du peuple et du gouvernement afghans pour les aider à retrouver la paix et la stabilité. Je l'ai dit à Kaboul : nous n'avons pas l'intention de nous joindre aux Cassandres qui n'ont autre chose à proposer que la résignation au retour au chaos. Il a fallu – et Bernard le sait bien – plus d'une décennie pour que les Balkans trouvent le chemin de l'apaisement. La situation afghane exige de la ténacité et du sang-froid. Notre action en Afghanistan est au service de notre sécurité à tous et je veux à cette occasion, rendre hommage aux soldats français qui se battent tous les jours pour la garantir, hélas parfois au péril de leur vie. Mes pensées vont également à nos deux compatriotes Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier retenus en otages et dont la libération continue de nous mobiliser sans relâche.

Le danger que constituerait l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire est un autre défi majeur pour la sécurité internationale. La France a été là encore, au centre des efforts diplomatiques. Elle a tenté de renouer les fils du dialogue dans le cadre du projet de fournitures de combustible pour le réacteur de recherche de Téhéran. Et quand il a fallu tirer les conséquences de la violation continue de ses obligations par l'Iran, elle a joué un rôle moteur en faisant adopter des sanctions renforcées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, complétées ensuite par celles de l'Union européenne. Nous l'avons rappelé lors de l'inauguration de la centrale nucléaire de Bouchehr placée sous le contrôle de l'AIEA : il ne s'agit pas de priver l'Iran de son droit à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il s'agit d'inciter l'Iran à comprendre où le mène sa fuite en avant.

Enfin, toujours dans cette région troublée du Proche et du Moyen-Orient, la reprise d'un dialogue direct entre Israéliens et Palestiniens fait naître une lueur d'espoir. Dans ce contexte,

j'appelle toutes les parties à faire preuve de retenue et à éviter sur le terrain les provocations susceptibles de nuire au processus en cours. C'est valable au Sud-Liban, c'est valable à Jérusalem, c'est valable en Cisjordanie. C'est valable également à Gaza et au large des côtes de Gaza. Et à cet égard, à la suite des événements dramatiques du 31 mai, je me réjouis qu'une enquête internationale - dont j'avais demandé l'ouverture dès le lendemain de la tragédie, à l'Assemblée nationale - ait été lancée par Ban Ki-moon début du mois d'août.

Lorsque nous prenons des initiatives, à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières, il arrive parfois que nos actions soient mises en cause à l'étranger. C'est le cas actuellement avec la question des Roms, et je veux vous dire qu'il est de votre rôle, qu'il est de votre devoir, d'expliquer et de défendre la position française. Avec le président de la République, nous menons une politique résolue et juste. Nous nous sommes engagés auprès des Français à tout faire pour renforcer leur sécurité et pour réaffirmer l'autorité de la République. La France est suffisamment ouverte et suffisamment généreuse pour pouvoir se montrer ferme vis-à-vis de ceux qui ne respectent pas ses lois. Et c'est la raison pour laquelle j'appelle chacun à la mesure. J'appelle chacun à ne pas comparer ce qui n'est pas comparable. Gardons-nous des amalgames douteux et des références historiques mal venues, qui sont une insulte à l'Histoire. La France est une démocratie et avec le président de la République, nous agissons dans le strict respect de l'Etat de droit. Gardons-nous aussi des grandiloquences hors de propos de ceux qui, aveuglés par leurs querelles personnelles, en arrivent à dénigrer la France. Le drapeau de la France n'est pas une banderole sur laquelle on écrit un slogan. Et respecter la France, c'est aussi respecter le président de la République, élu par les Français. L'intérêt général nous commande de faire appliquer la loi, de la faire appliquer sans stigmatiser quiconque, mais sans également être complaisant avec quiconque. Il commande d'allier la tradition humaniste de la France et la nécessité de restaurer des règles afin d'éviter que notre pacte social ne se fissure.

Les récentes reconduites des Roms dans leur pays d'origine réalisées par notre pays, ont été faites dans le plein respect du droit européen. La France considère que la seule solution de long terme pour ces citoyens européens à part entière, réside dans une meilleure intégration économique et sociale, d'abord dans leur pays d'origine. L'Union européenne doit faire preuve d'une grande solidarité avec les Etats membres concernés, et en premier lieu avec la Roumanie.

Notre priorité, c'est aussi de nous préoccuper du sort des enfants Roms. Beaucoup d'entre eux sont exploités par des filières criminelles. C'est une situation qui est inacceptable dans l'Union européenne. Et tous les Etats membres doivent avoir à coeur de coopérer pour lutter avec détermination contre ces filières et pour assurer des conditions d'exigences dignes aux enfants Roms. Je viens à l'instant même de m'entretenir de ce sujet avec le président de la Commission, José- Manuel Barroso, et nous sommes convenus que dans les tout prochains jours, une réunion de travail, entre les ministres et les commissaires concernés, aurait lieu sur ce sujet.

Mesdames et Messieurs, notre double présidence du G20 et du G8 est unique dans l'histoire et elle nous oblige à faire preuve d'audace et d'innovation. La présidence française du G20 devra plus que jamais faire bouger les lignes en matière de régulation et de gouvernance mondiales. C'est tout le sens de la feuille de route que vous a fixée hier le Chef de l'Etat. C'est une feuille de route qui est ambitieuse. Nous l'avons tous ressenti en l'entendant. Mais pouvons-nous, après la crise que nous venons de connaître, nous montrer hésitants ou pire, nous montrer résignés ? Pouvons-nous accepter que notre pays laisse une situation dont

nous voyons tous qu'elle peut conduire à de nouvelles catastrophes.

La France est une puissance politique, c'est une puissance qui au-delà de ses atouts économiques ou de ses intérêts immédiats, défend des valeurs qui sont des valeurs universelles. Il est de notre devoir, il est de notre tradition de penser le monde de demain et d'agir pas à pas pour ordonner ses forces contradictoires. Depuis trois ans, Nicolas Sarkozy s'y emploie, et je suis fier de constater que la voix de notre pays est écoutée. Sur les priorités françaises, vous devez être en première ligne pour relayer nos messages et nourrir notre réflexion collective. Cette présidence, nous allons l'assurer en cohérence avec notre action européenne, en oeuvrant pour une Europe politique plus solide.

L'année 2008 avait été marquée par le succès de la Présidence française, l'année 2009 par la ratification du Traité de Lisbonne. La première partie de l'année 2010 marquera les mémoires par la gravité de la crise qui a touché la dette souveraine de certains Etats membres. Cette crise a soumis la Zone Euro à d'extrêmes tensions. Certains ont même parlé un peu rapidement de risque d'éclatement. L'onde de choc de la crise a évidemment largement dépassé les frontières de la Zone euro et au début de l'été, j'ai eu l'occasion de me rendre à Tokyo pour rassurer les investisseurs japonais sur la stabilité et sur la solidité de la Zone euro.

Une nouvelle fois, l'Europe a fait taire les sceptiques. Une nouvelle fois, l'Europe a su faire face à la crise, comme elle l'avait fait sous la présidence française. Et une nouvelle fois, l'Europe s'est aperçue qu'elle avait les solutions à sa disposition, mais que tout dépendait de la volonté politique des Etats membres. La France et l'Allemagne ont eu cette volonté politique. Je veux vous dire que la concertation a été constante entre nos deux pays.

Il faut bien comprendre que le débat public provoqué dans toute l'Europe - et particulièrement entre la France et l'Allemagne - par la gestion de la crise de la dette souveraine, a porté sur des questions extrêmement sensibles. Et parce qu'elles étaient sensibles, ces questions avaient été laissées dans le flou depuis l'origine, depuis la création de l'euro. Quel est le degré de solidarité et d'organisation minimale entre les Etats membres d'une même zone monétaire ? Quel est le meilleur moyen d'imposer à tous le respect indispensable de la maîtrise des finances publiques ? Comment venir en aide à des Etats en grave difficulté sur leur dette souveraine, sans contrevenir à la règle du «non renflouement » et sans les déresponsabiliser? Eh bien, en quelques semaines, Allemands et Français ont su trouver des réponses à ces questions, qui se sont toutes posées en même temps. Un plan d'aide à la Grèce de 110 milliards d'Euros adopté en un temps record ; 750 milliards d'Euros prévus pour garantir la dette des autres Etats de la Zone Euro. Et parallèlement, Français et Allemands ont formulé des propositions communes pour mieux faire respecter la surveillance budgétaire en Europe, pour l'étendre à la fois à l'évolution de la dette et aux écarts excessifs de compétitivité entre Etats membres. Observer une discipline budgétaire, c'est évidemment indispensable si on veut éviter un endettement public qui serait fatal à nos perspectives de croissance et à la confiance des marchés. Mais en même temps nous savons bien que cette discipline n'est pas suffisante et en Europe, la question centrale c'est bien celle de notre décrochage économique par rapport à l'Amérique et surtout par rapport aux grands pays émergents, dont les perspectives de croissance sont beaucoup plus fortes.

Sur le long terme, nous faisons face à un risque de marginalisation, qui exige de nous un effort massif en faveur des industries et des services d'avenir. Bien entendu, c'est d'abord aux Etats d'y répondre. Mais une action européenne d'appui à la croissance est aussi absolument indispensable. Et elle l'est d'autant plus que beaucoup d'instruments de politique économique

ont été transférés à Bruxelles et peuvent avoir un impact réel. Je pense à la politique commerciale, aux accords d'investissements ou à l'ouverture réciproque des marchés publics. Je pense aussi à la politique de change pour les pays membres de la Zone Euro, ou à la politique de concurrence. Les politiques européennes doivent pouvoir mieux contribuer à la croissance et à l'emploi. Si l'on prend l'exemple de la Recherche et de l'Innovation, il ne faut pas se faire d'illusion, avec le renforcement de la discipline budgétaire en Europe on ne peut pas attendre d'augmentation substantielle du budget de l'Union Européenne. Et pourtant, il faut en même temps trouver les moyens de mieux financer l'innovation en Europe. La France propose de « mieux dépenser » les crédits européens en faisant contribuer le budget communautaire à un grand « Fonds européen de capital-risque » qui s'adresserait en priorité aux PME innovantes, et en créant un « Fonds européen des brevets », sur le modèle de ce qui se fait déjà en Asie et en Amérique à grande échelle.

En matière de stratégie économique européenne, la France défend une vision ambitieuse du programme « Europe 2020 ». Il faut bien sûr un volet national, mais il est indispensable de réorienter les politiques européennes elles-mêmes. Et cette réorientation est particulièrement nécessaire dans le domaine externe, maintenant que l'Union européenne est en train de construire un véritable service d'action extérieure et dispose dans les pays tiers de «délégations de l'Union». La politique commerciale, la politique de développement, la politique de voisinage, la politique étrangère de l'Union doivent devenir plus cohérentes et elles doivent surtout mettre en oeuvre les mêmes priorités stratégiques défendues par le Conseil européen.

Mesdames et Messieurs, l'Europe reste indubitablement le cadre de notre prospérité, mais il revient à chacun de ses Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour assurer sa croissance. Et je voudrais vous dire à cet égard, que force est de constater que l'économie française a mieux résisté que l'ensemble de ses voisins et a redémarré plus rapidement. La France n'a pas accumulé de déséquilibres financiers majeurs dont souffrent encore certains de ses partenaires : l'endettement des ménages est sensiblement inférieur à celui des autres pays européens, la structure financière de nos entreprises est saine, les excès sur le marché immobilier ont été circonscrits et le choc subi sur le secteur financier a été réduit parce que les banques françaises étaient suffisamment capitalisées comme l'ont d'ailleurs démontré les résultats des stress tests publiés il y a quelques semaines.

En France, la récession a été limitée à moins 2,5% en 2009, contre près du double en Allemagne, au Royaume-Uni ou en Italie. La croissance de plus 0,6% au 2ème trimestre, en hausse pour le cinquième trimestre consécutif, confirme que nous sommes en phase d'une reprise progressive de l'activité et que notre politique économique est pertinente. Et je veux vous dire que ce chiffre permet d'escompter que notre prévision de croissance de plus 1,4% pour 2010 sera atteinte, voire même dépassée. Et qu'en 2011, nous pouvons nous fixer raisonnablement un objectif de croissance à 2 %. Notre priorité aujourd'hui est triple. Nous devons renforcer notre compétitivité, poursuivre les réformes structurelles et en même temps redresser nos finances publiques.

Tenir notre rang dans une concurrence internationale impitoyable est un vrai défi. En 2009, vous savez que la Chine a détrôné l'Allemagne comme premier exportateur mondial et est devenue le deuxième pays d'accueil des investissements étrangers. Elle est désormais le pays où l'on dépose le plus de brevets au monde. Cette année, sa croissance sera supérieure à 10%, celle de son voisin indien avoisinera les 8%. Dans ces conditions, le protectionnisme n'est évidemment pas une réponse valable. C'est au contraire la croissance des importations des

pays émergents et notamment des pays asiatiques qui a permis de sortir plus rapidement de la récession en 2009.

Notre responsabilité, c'est de faire en sorte que les pays développés soient capables dans les prochaines années, de maintenir leur avance technologique en innovant constamment. Pour cela, il faut savoir s'associer. C'était l'un des objectifs de ma visite en Chine en décembre dernier, ce qui a permis de franchir de nouvelles étapes dans nos partenariats aéronautiques et nucléaires.

A l'intérieur de la Zone Euro également, nous devons préserver notre compétitivité et notamment face à l'Allemagne. A l'origine, lorsque les exportations françaises représentaient 55% des exportations allemandes en 1999, elles ne s'élèvent plus qu'à 40% en 2008. Pour atteindre ces objectifs nous nous sommes fixés une stratégie économique double, fondée d'un côté sur la discipline budgétaire et de l'autre sur les investissements. Nous avons fait clairement le choix de maîtriser notre déficit public qui s'élève à 8 % du Produit Intérieur Brut. Nous avons lancé un plan d'action destiné à le ramener à 6 % en 2011, et 3% en 2013. Cela représente une réduction du déficit de 40 milliards d'euros dès le budget prochain de 2011 et de 100 milliards d'euros d'ici 2013. Mais parallèlement, nous avons mobilisé l'ensemble des outils de la politique économique pour asseoir notre compétitivité et pour investir dans l'avenir. Le président de la République évoquait hier la défiscalisation des heures supplémentaires ; l'autonomie des universités ; la suppression de la taxe professionnelle ; la stimulation de l'investissement avec un système de crédit-impôt recherche, dont tout le monde nous dit qu'il est le meilleur de tous les pays de l'OCDE. Ce qui me permet d'ailleurs de dire au passage qu'on ne va pas modifier un système qui est le meilleur de tous les pays de l'OCDE, au moment même où nous avons besoin de booster l'investissement dans la recherche. Et nous avons lancé un grand programme d'investissement d'avenir qui consacre 35 milliards d'euros à l'enseignement supérieur, à la formation, à la recherche, à l'innovation ; en particulier au réacteur nucléaire de 4ème génération et aux réseaux de communication à haut débit. Avec l'effet de levier des autres financements privés, l'effort total d'investissement sur les technologies d'avenir va tourner autour de 60 milliards d'euros, en plus de tous les projets déjà existants. Je pense qu'on peut dire que depuis deux décennies, jamais un gouvernement n'a autant misé et investi sur le futur.

Et puis la France continue de se réformer. Dans les prochaines semaines, la réforme de notre système de retraites sera votée par le Parlement. Vous le savez, elle vise un relèvement de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans dès 2018, et le report de l'âge maximal auquel on pourra toucher sa retraite à taux plein de 65 à 67 ans. Certains disent que c'est un effort «insupportable». Je veux leur répondre que cet effort est raisonnable. Qu'il est raisonnable au regard de notre démographie et de nos déficits. Et je compte sur le bon sens des Français pour ne pas se laisser abuser par ceux qui prétendent qu'on peut sauver nos retraites sans travailler plus longtemps. D'autres jugent cet effort «insuffisant» au regard de ce qui existe chez certains de nos voisins. A ceux-là, je veux répondre que la mise en oeuvre de nos mesures sera extrêmement rapide : le relèvement des seuils envisagé est deux à quatre fois plus rapide qu'en Allemagne, qu'au Royaume-Uni ou qu'aux Etats-Unis.

Toutes ces réformes, Mesdames et Messieurs, sont essentielles pour préserver notre modèle social, pour permettre que nos entreprises continuent à créer des emplois sur notre territoire, mais aussi pour garantir l'attractivité de notre pays. En France, un quart des salariés dans l'industrie travaille pour des filiales de groupes étrangers et ce n'est pas un hasard si l'année dernière, la France a été la seconde destination en Europe pour les nouveaux projets créateurs

d'emplois. La France est le premier pays européen pour l'implantation de centres de Recherche et de Développement de groupes étrangers. Aujourd'hui, créer une entreprise en France, contrairement à ce que cela a été pendant très longtemps, nécessite moins de procédures administratives qu'au Royaume-Uni ou qu'aux Etats-Unis.

Dans une compétition économique internationale qui se joue aussi sur le terrain de la communication, je compte sur vous pour valoriser cette France qui se réforme, cette France ouverte et moderne et donc pour tuer tous les canards, toutes les vieilles visions dépassées de notre pays.

Au moment où la croissance de l'économie mondiale redémarre, les pouvoirs publics sont là pour aider les entreprises françaises à être au rendez-vous et en particulier sur les marchés émergents. C'était tout l'objectif de ma visite au Vietnam à l'automne dernier. Certains signes sont encourageants. Nos exportations ont rebondi au premier semestre, et le nombre d'entreprises exportatrices qui baissait depuis plusieurs années, augmente à nouveau. J'y vois notamment un effet de la réforme du dispositif de soutien à l'export qui a été engagée par Christine Lagarde et par Anne-Marie Idrac, auxquelles je voudrais à toutes d'eux rendre un hommage particulier pour leur engagement sur le plan international, c'est évidemment le rôle d'Anne-Marie, qui fait un travail formidable dans ce sens.

Nous devons aussi savoir tirer les leçons de nos échecs. Dans le domaine nucléaire, après le revers que nous avons enregistré aux Emirats arabes unis, et suite au rapport que nous avons demandé à Monsieur Roussely, nous avons remis en ordre de bataille la filière nucléaire française. Nous voulons la positionner mieux sur les marchés à l'export, et c'est notamment dans ce but que je me suis rendu en Jordanie. Au moment où le monde entier cherche à réduire ses émissions de CO2, le nucléaire est plus que jamais un secteur d'avenir, et l'unité de la filière française autour de ses champions nationaux est primordiale, comme l'a rappelé le président de la République au dernier Conseil de Politique nucléaire.

Enfin au-delà de la promotion de notre industrie, il s'agit aussi d'assurer notre sécurité énergétique et la diversification de nos approvisionnements. C'est tout le sens de notre coopération avec de grands partenaires comme la Russie ou comme la Norvège, que j'ai souhaité renforcer cette année.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, la maîtrise de nos finances publiques s'applique à tous. Comme les autres structures de l'Etat, le Quai d'Orsay contribue depuis des années à cet effort. Je sais combien la Révision générale des politiques publiques vous mobilise, et je sais combien elle suscite des interrogations et des inquiétudes quant à l'avenir de notre action et de ses moyens. Je veux vous dire que je suis convaincu de la nécessité pour notre pays, dans un monde de compétition, de continuer à disposer d'un outil diplomatique performant. Et les réformes engagées depuis plus de trois ans, sous la direction et grâce à la détermination de Bernard Kouchner, montrent avec quelle efficacité le ministère des Affaires étrangères a su changer ses méthodes de travail et son organisation pour répondre à cette exigence. Ces réformes permettent non seulement de préserver l'universalité de notre réseau, mais aussi de garantir le rôle pilote du ministère dans la conduite de la politique extérieure de la France. Et à cet égard, je veux saluer l'adoption le mois dernier, de la loi relative à l'action extérieure de l'Etat. Elle va permettre de renforcer la présence et l'influence de la France à l'étranger dans le domaine de la culture, de la mobilité étudiante et de l'expertise. Avec la création de trois nouveaux opérateurs – l'Institut français qui sera présidé par Xavier Darcos, CampusFrance et France Expertise internationale - et en pleine association avec les autres

ministères concernés, c'est bien le Quai d'Orsay, Monsieur le Ministre, qui exercera le pilotage de ces politiques publiques décisives pour promouvoir notre langue, pour promouvoir notre création artistique, pour promouvoir nos industries culturelles, nos idées, nos savoirs et pour nous propulser dans la bataille mondiale de ce qu'on appelle le « soft power ». Pour la première fois, l'autorité des Ambassadeurs sur les activités des opérateurs de l'action extérieure de l'Etat reçoit une reconnaissance législative. Avec ces trois établissements, notre dispositif de coopération, déjà doté d'opérateurs efficaces pour l'enseignement du français, pour l'audiovisuel extérieur et pour l'aide au développement, est complété et parachevé. La volonté du Gouvernement, c'est de donner à la réforme qui vient d'être votée, les moyens de réussir.

En dépit d'une situation budgétaire que vous imaginez extrêmement tendue – la vérité c'est qu'on n'a jamais fait un effort de réduction de la dépense publique aussi fort que celui que nous allons réaliser – j'ai donné mon accord au ministre pour que la rallonge exceptionnelle, qui avait été accordée dès 2009, pour la réorganisation de notre diplomatie culturelle soit pérennisée pour les trois prochaines années. Les crédits pour la sécurité de nos personnels et de nos implantations seront à nouveau augmentés dès cette année et, je le veux le dire, si nécessaire, les années suivantes. L'aide au développement, l'aide à l'Afghanistan et au Pakistan, les bourses scolaires, l'aide sociale pour les Français en difficulté seront consolidées en 2011.

J'ai veillé enfin à ce que la règle du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite s'applique au Quai d'Orsay, en tenant compte de la part minoritaire des diplomates de carrière dans l'ensemble des emplois pris en charge par votre ministère. Mon objectif, c'est que les réductions d'effectifs décidées pour la deuxième phase de la RGPP préservent le coeur du réseau diplomatique et consulaire.

Je crois, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, au rôle singulier de la France dans le monde. L'isolationnisme, le protectionnisme, le nationalisme étroit ne peuvent qu'étouffer nos ambitions. Votre professionnalisme et votre dévouement, votre courage aussi pour beaucoup d'entre vous qui exercez ce métier dans des conditions extrêmement difficiles, doivent être salués. C'est vous qui au quotidien, défendez les intérêts et l'image de la France sur la scène internationale. C'est une tâche exigeante, c'est une tâche difficile, mais je veux vous dire c'est une tâche qui prolonge la noblesse d'une Nation ancienne et respectée et qui exige le meilleur de vous-mêmes.

Je vous remercie.

(source : site Internet du Premier ministre)